



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Ours

Question au Gouvernement n° 2746

Texte de la question

REINTRODUCTION DE L'OURS DANS LES PYRENEES

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo, pour le groupe socialiste.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Madame la ministre de l'écologie et du développement durable, samedi, dans les Hautes-Pyrénées, à Bagnères-de-Bigorre, près de 5 000 Pyrénéens s'étaient réunis pour manifester leur incompréhension et leur colère face au mépris, au mensonge et aux insultes dont vous êtes l'auteur. (*Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ces hommes et ces femmes de la montagne - éleveurs, accompagnateurs de montagne, agents du tourisme et élus - ont manifesté dans le calme pour affirmer leur opposition à l'introduction d'ours slovènes dans le massif pyrénéen. Ils dénoncent le mépris dont ils font l'objet de la part de votre ministère : ne sont-ils pas pour vous qu'une poignée d'excités, parce qu'ils ne pensent pas ou ne vivent pas comme vous et ne veulent ni de Boutxi et de ses festins, ni de Palouma et de son GPS ? Ils déplorent vos mensonges.

Vous connaissiez la mission mise en place par le conseil général des Hautes-Pyrénées et vous vous étiez engagée personnellement auprès de son président à ne pas procéder aux lâchers d'ours avant que cette mission n'ait rendu ses conclusions. De même, vous n'avez pas voulu tenir compte de l'avis unanime des élus, de droite comme de gauche, du comité de massif qui - à l'unanimité, je le rappelle - se sont prononcés contre cette réintroduction.

Il s'agit d'un déni de démocratie.

M. Éric Diard. C'est ridicule !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Avant de penser à la réintroduction de ces prédateurs, il eût fallu, me semble-t-il, raisonner sur tout un équilibre et pas seulement sur une espèce. Depuis des années, nous assistons à une déprise agricole, accompagnée d'une grande incertitude sur la politique de la montagne. Qu'en est-il du plan " économie de la montagne " et de toutes les promesses non tenues ?

Madame la ministre, il vous faut enfin entendre les populations pyrénéennes. Elles exigent un moratoire d'un an avant tout nouveau lâcher d'ours, pour que nos arguments soient enfin écoutés et discutés, pour que des études soient engagées sur l'impact écologique, économique et sanitaire, et pour qu'une véritable concertation ait lieu sur les territoires directement concernés.

Les Pyrénéens français et espagnols se battent pour des montagnes vivantes et accueillantes, et, vous le savez bien, le pastoralisme est garant de l'entretien du milieu montagnard et est indispensable au maintien de la biodiversité. (*" La question ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Ils exigent vos excuses : comment admettre qu'une ministre puisse se reconnaître le droit d'insulter ses concitoyens ?

M. le président. Merci, madame. Veuillez poser votre question.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Les Pyrénéens ne sont ni " des ânes ", ni " des imbéciles ". Ce sont des hommes droits, courageux, amoureux de leurs territoires, qui veulent y vivre et y travailler en paix ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie et du développement durable.

Mme Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable. Madame la députée, je pense qu'il faut

rétablir la vérité (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) ...

M. Augustin Bonrepaux. Oui, car on nous a menti !

Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. ...sur deux points : l'ours a toujours fait partie des Pyrénées, ...

M. Augustin Bonrepaux. Pas l'ours slovène !

Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. ...mais vous madame, comme d'autres, avez refusé la concertation.

M. Augustin Bonrepaux. N'insultez pas les Pyrénées !

Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. Mon bureau vous a été ouvert toute l'année ; j'ai proposé trois fois de me déplacer à Toulouse, mais je n'y suis pas allée parce que vous n'étiez point présente. Donc ne parlez pas de concertation puisque vous l'avez refusée ! J'ai même proposé à certains élus, le jour où ils étaient à Arbas pour " mettre de l'animation ", dirais-je pour rester correcte, c'est-à-dire plutôt pour faire de la provocation, de les recevoir ; ils ont préféré se coucher sur le terrain pour empêcher le lâcher de l'ours.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Madame la députée, si je peux comprendre l'inquiétude des bergers et des éleveurs, qui sont des gens qui travaillent, qui ne s'agitent pas inutilement comme vous le faites et que je respecte (*Mêmes mouvements*)...

M. Augustin Bonrepaux. Non, vous les insultez !

Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. Écoutez, si vous me posez une question pour ne pas écouter la réponse, ça ne sert à rien. Ces gens-là, je les respecte. Mais eux travaillent et ils ne font pas de l'agitation inutile. Finalement, j'ai compris une chose : dans cette région, votre seul programme électoral consiste à vous opposer à la réintroduction de l'ours ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Au mois de juin, lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai décalé...

M. Augustin Bonrepaux. C'est vous qui êtes décalée !

Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. ...le renforcement de la population d'ours du mois de septembre au mois de mai. Je vous ai demandé de venir et c'est vrai que, pour la première fois, je vous ai vue sur place. J'ai ramené le lâcher des ours de quinze à cinq. Et pendant toute une année où vous n'avez pas été là (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), nous avons travaillé à améliorer ce plan de réintroduction en prenant, avec M. Bussereau, des mesures en faveur du pastoralisme.

Je ne vous permets donc pas, en évoquant ces problèmes, d'instrumentaliser mes propos à Arbas, qui ne s'adressaient pas aux bergers et aux éleveurs responsables, mais aux irresponsables qui ont failli de par leur attitude créer un accident grave ! Les leçons que vous osez me donner aujourd'hui, je ne les accepte pas car je n'ai pas à en recevoir venant de vous. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2746

Rubrique : Animaux

Ministère interrogé : écologie

Ministère attributaire : écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mai 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 mai 2006